

Le développement durable dans les entreprises de la région parisienne

BAROMÈTRE 2007

Aujourd'hui plus que jamais, le développement durable est devenu une nécessité et un enjeu majeur pour tous les acteurs du développement économique. En témoigne la tenue récente d'un Grenelle Environnement, concertation nationale destinée à mettre en place des mesures favorisant le développement durable à tous les niveaux de la société française. La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (CCIP), forte de plusieurs années d'expertise sur ce thème, s'est ainsi engagée au travers de dix propositions destinées à faciliter l'avancée du développement durable dans le monde des entreprises. L'un des axes de ce plan d'actions est la sensibilisation et l'information des chefs d'entreprise, et notamment de PME, dans le domaine du développement durable.

Depuis maintenant cinq ans, le CROCIS de la CCIP interroge les responsables d'entreprise de la région parisienne à travers l'enquête CCIP - Médiamétrie afin d'évaluer leur connaissance du développement durable, les avancées de ce type de politique dans leur structure, ainsi que leurs besoins en la matière. Le baromètre du développement durable témoigne cette année d'une réelle prise de conscience chez les chefs d'entreprise de la région parisienne.

Définition du développement durable (telle que stipulée aux responsables dans le questionnaire) : l'idée générale du développement durable est de laisser aux générations futures un monde non dégradé. Dans l'entreprise, cela se traduit par une stratégie de croissance conjuguant la performance économique, le respect de l'environnement et le respect de certaines normes sociales, dans une optique de long terme.

1. Connaissance du développement durable : en nette progression

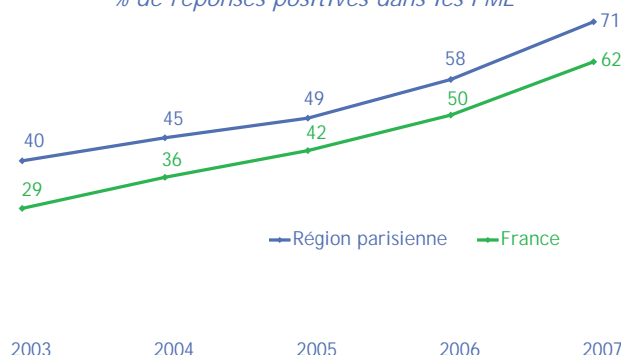
Savez-vous ce qu'est, concrètement, le développement durable ?

En 2007, près des trois quarts des chefs d'entreprise interrogés déclarent connaître ce qu'est le développement durable. Ainsi, la connaissance de ce concept est en forte progression : +13 points pour la région parisienne, et +12 points sur la France entière.

Menée en septembre 2007, l'enquête a été réalisée peu après la création d'un grand ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables au sein du nouveau gouvernement, et du lancement du Grenelle Environnement, grande concertation nationale destinée à proposer une "feuille de route en faveur de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables".

Cette actualité, conjuguée aux efforts croissants des associations et des acteurs publics pour faire prendre conscience aux

% de réponses positives dans les PME



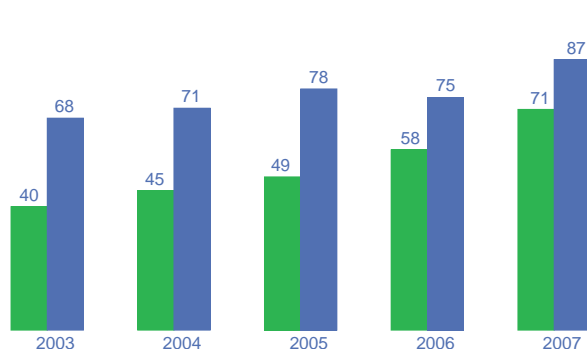
citoyens de l'importance d'une telle démarche, a conduit à une meilleure information des chefs d'entreprise, désormais familiers de cette notion. Les réponses positives sont plus nombreuses dans les grandes entreprises (soit 87 %) que dans les PME, mais l'écart se réduit par rapport au premier baromètre, cinq ans auparavant : 28 points séparaient les réponses des responsables de PME et celles des chefs de grande entreprise, contre 16 points aujourd'hui.

octobre 2007

Des PME de mieux en mieux informées sur le développement durable

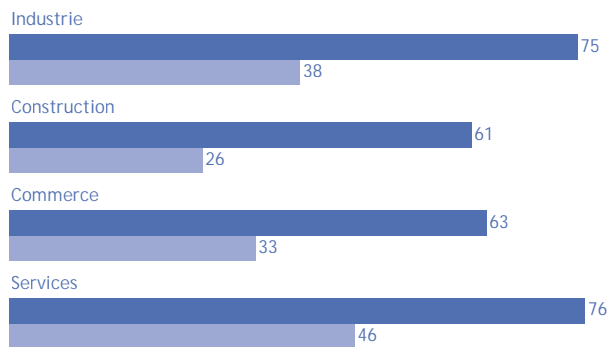
Région parisienne - % de réponses positives

■ Petites et moyennes entreprises ■ Grandes entreprises



Région parisienne - % de réponses positives

■ 2003 ■ 2007



La progression constatée entre 2003 et 2007 est commune à tous les secteurs observés. Les services et l'industrie demeurent les deux secteurs dans lesquels les chefs d'entreprise semblent les mieux informés. La plus forte progression est relevée dans le secteur de la construction, le pourcentage de réponses positives passe de 26 % en 2003 à 61 % en 2007. Les entreprises du bâtiment ont en effet dû répondre à des demandes concrètes dans le domaine du développement durable

avec notamment la croissance de la demande en bâtiments HQE (Haute Qualité Environnementale).

La même hiérarchie entre les secteurs et la même progression est constatées sur la France entière, le pourcentage de réponses positives restant structurellement inférieur au niveau national (62 % de réponses positives dans les PME, contre 71 % en région parisienne).

10 propositions de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris pour le Grenelle Environnement

A travers les différentes missions qui sont les siennes : représenter, informer, accompagner et former, la CCIP mène de nombreuses actions afin de promouvoir le développement durable dans les entreprises et plus particulièrement dans les PME. Dans le cadre de la préparation du " Grenelle Environnement ", la CCIP présente 10 propositions qu'elle souhaite apporter aux travaux en cours et pour lesquelles elle propose son expertise.

Proposition I - Axer la sensibilisation et l'accompagnement à la prise en compte du développement durable sur les PME

Proposition II - Permettre aux PME-PMI de valoriser leur engagement, à travers notamment des modes de reconnaissance adaptés aux PME-PMI, par secteur d'activité

Proposition III - Faire évoluer la formation et l'enseignement (création de nouvelles formations, intégration des modules de sensibilisation à l'environnement dans tous les cursus scolaires, accompagnement des dirigeants des PME-PMI, ...)

Proposition IV - Développer la prospective sur ce thème afin d'accompagner les PME dans leur développement futur

Proposition V - Encourager l'innovation dans le domaine du développement durable, en levant les freins que rencontrent les PME dans leur processus d'innovation

Proposition VI - Intégrer la prise en compte de l'environnement dans les marchés publics, favoriser l'écoresponsabilité des administrations

Proposition VII - Gagner en efficacité énergétique dans le secteur du bâtiment

Proposition VIII - Combiner instruments économiques et fiscalité en réponse au défi climatique (optimisation du système européen d'échange de quotas, rénovation de la fiscalité environnementale pour influencer sur les comportements)

Proposition IX - Aller vers une mobilité durable des personnes et des biens

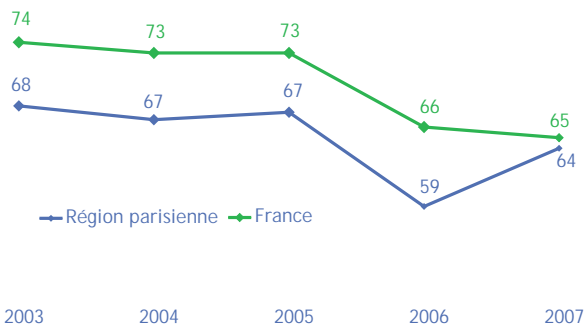
Proposition X - Améliorer la gestion des déchets des entreprises

2. Mieux informés, les chefs d'entreprise se sentent également plus concernés...

Prenez-vous en compte le développement durable dans le mode d'organisation de votre entreprise ?

Question posée après définition du développement durable aux chefs d'entreprise interrogés

% de réponses positives dans les PME



Le baromètre 2006 montrait que les chefs d'entreprise, mieux informés, étaient aussi plus réalistes quant à la mise en œuvre du développement durable : le pourcentage de réponses positives à la question "Prenez-vous en compte le développement

durable dans l'organisation de votre entreprise ?" était ainsi en baisse. A cette phase d'amélioration de l'information sans effet concret dans le mode d'organisation des entreprises devait succéder une phase de prise de conscience et donc de mise en œuvre.

Il semble que ce tournant s'opère à partir de 2007 dans la région parisienne, mais pas encore sur la France entière. Ainsi, le pourcentage d'entreprises déclarant prendre en compte le développement durable dans leur organisation progresse nettement dans la région parisienne, il passe de 59 % en 2006 à 64 % en 2007. Il reste stable en France dans le même temps.

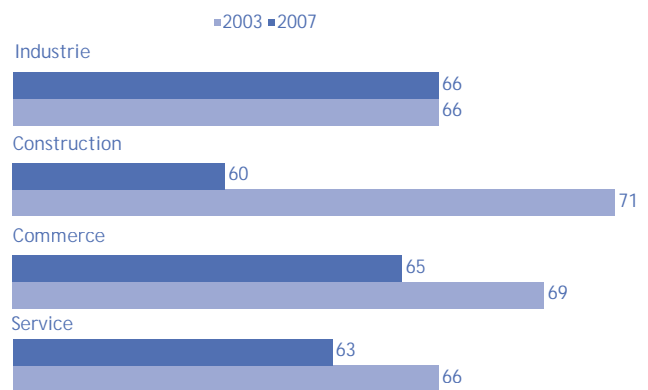
Mieux informés, les responsables de PME de la région parisienne semblent également plus concernés par le développement durable.

... et sont plus réalistes sur la prise en compte du développement durable

Entre 2003 et 2007, les réponses positives des dirigeants de PME sont en baisse dans tous les secteurs. Il est toutefois important de préciser que l'interprétation de ces résultats n'est pas la même entre les deux années. Ainsi, en 2003, 38 % des chefs d'entreprise industrielle affirmaient savoir concrètement ce qu'était le développement durable alors que 66 % disaient l'appliquer après définition ! Beaucoup estimaient qu'ils "faisaient du développement durable sans le savoir", nous insistions ainsi sur le manque de fiabilité de ces réponses. A l'inverse, en 2007, ils sont 75 % à connaître ce concept, et 66 % à déclarer l'appliquer.

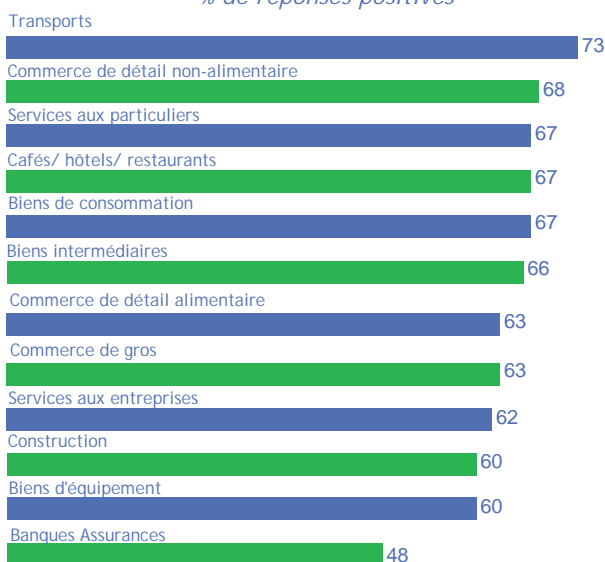
Ces réponses sont plus révélatrices de l'avancée réelle du développement durable dans les entreprises, les dirigeants étant visiblement mieux informés et donc plus réalistes.

Région parisienne - % de réponses positives



Les chefs d'entreprise de transport en tête dans l'application du développement durable

Détail sectoriel dans les PME de la région parisienne
% de réponses positives



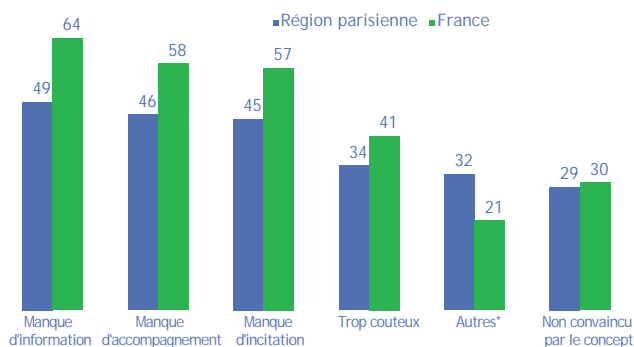
Le détail sectoriel permet de constater qu'il n'existe pas d'écart majeur entre les activités économiques en région parisienne, seul le secteur des banques et assurances se situe en marge avec un pourcentage de réponses positives inférieur à la moyenne (soit 48 %).

Le secteur des transports se démarque également à l'autre extrémité puisque les petites et moyennes entreprises y sont largement en tête : près des trois quarts d'entre elles affirment intégrer le développement durable dans leur gestion quotidienne. Ce secteur fortement consommateur de carburants se trouve actuellement devant un réel défi : repenser son mode de fonctionnement afin de limiter sa consommation et répondre ainsi aux exigences environnementales relayées par les clients. Les entreprises appartenant au secteur des transports et de la logistique ont ainsi tout intérêt à appliquer une politique dynamique de développement durable afin de rester compétitives et viables à long terme sur le marché.

3. Des efforts en matière d'information, et d'accompagnement sont encore à fournir.

Question posée aux chefs d'entreprise ne prenant pas en compte le développement durable : Pourquoi ?

Région parisienne - % de réponses positives



36 % des chefs d'entreprise déclarent ne pas prendre en compte le développement durable dans leur mode de gestion.

Dans les PME de la région parisienne, l'obstacle le plus fréquemment mis en avant est le manque d'information (pour 49 % des chefs d'entreprise) puis le manque d'accompagnement (46 %). En dépit d'une connaissance accrue, les dirigeants d'entreprise ressentent le besoin d'être davantage informés, sensibilisés et accompagnés dans leur démarche de développement durable.

Cette année encore, il est intéressant de constater que le problème du coût n'est pas l'obstacle majeur

mis en avant par les entreprises (il est cité par 34 % des responsables interrogés).

Il semble que les entreprises sur la France entière soient davantage demandeuses en termes d'information, d'accompagnement et d'incitation. L'écart important entre la région parisienne et la France s'explique peut-être par une accessibilité facilitée à l'information dans la région parisienne, du fait de sa densité.

Concernant les besoins exprimés en termes d'information, ils sont ressentis à différents niveaux : au niveau des cadres dirigeants de PME, ceux-ci n'ayant pas les moyens de recruter une personne spécialement dédiée au développement durable ; et au niveau des salariés pour ce qui est des grandes entreprises. La sensibilisation des salariés est un défi majeur pour les entreprises quelle que soit leur taille. La réussite d'une politique de développement durable doit ainsi s'appuyer à la fois sur un leadership volontaire et dynamique et sur des salariés informés et concernés.

Le poste " autres " regroupe essentiellement les chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité n'est pas concernée par le développement durable. Cette conviction est souvent malheureusement liée au manque d'information, puisqu'une politique de développement durable peut s'appliquer à tous types d'entreprises, quel que soit le secteur ou l'activité.

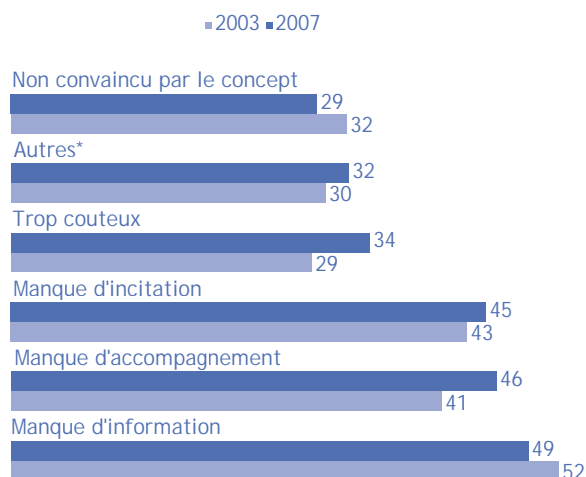
Si l'information progresse, les chefs d'entreprise ont davantage besoin d'être accompagnés

Si le manque d'information demeure le premier obstacle mis en avant par les chefs d'entreprise, il est toutefois moins cité depuis 2003. Malgré les nombreuses campagnes d'information menées à différents niveaux depuis cinq ans, il reste des efforts à faire dans ce domaine.

Le pourcentage de dirigeants qui se déclarent non convaincus par le concept reste élevé (29 %) bien qu'il soit en baisse, ce qui confirme l'importance d'actions de sensibilisation auprès des PME.

Enfin, le problème du manque d'accompagnement reste très présent (cité par 46 % des chefs d'entreprise en 2007) et, là encore, témoigne de la nécessité de mener des actions concrètes d'aide au développement durable auprès des PME de la région parisienne.

PME de la région Parisienne - % de réponses positives



Zoom sectoriel sur l'information et l'accompagnement des entreprises

Les deux principaux obstacles cités sont le manque d'information et le manque d'accompagnement, l'analyse du détail sectoriel est ainsi intéressante puisque les deux réponses sont liées et évoluent de manière inversée entre 2003 et 2007.

Le manque d'information est de moins en moins cité entre 2003 et 2007 dans tous les secteurs, la baisse étant

particulièrement marquée dans les services. Ce sont les entreprises du secteur de la construction qui sont à nouveau les plus demandeuses puisque plus de la moitié des chefs d'entreprise s'estiment encore mal informés. Elles sont en effet largement sollicitées dans le cadre des nouvelles méthodes de construction, plus respectueuses de l'environnement et moins consommatrices en énergies. L'ampleur des modifications peut parfois sembler difficile

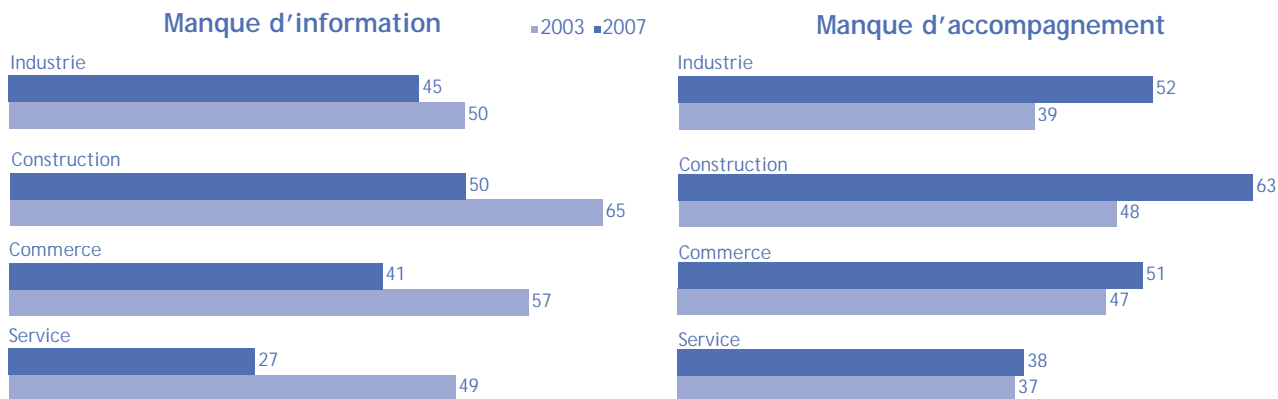
à gérer sans information précise par le chef d'entreprise d'une très petite structure notamment. Rappelons que 40 % des entreprises de ce secteur ne prennent pas en compte le développement durable.

Parallèlement, on constate une évolution opposée en ce qui concerne la problématique du manque d'accompagnement : cet obstacle est davantage cité par les dirigeants interrogés en 2007, particulièrement dans la construction, pour les mêmes raisons que celles citées précédemment.

Dans le secteur industriel, le manque d'accompagnement est nettement plus cité qu'en 2003, témoignant probablement du besoin de plus en plus urgent qu'ont les entreprises d'avoir des pistes concrètes de mise en œuvre dans leur organisation.

Ainsi, même si des efforts restent à fournir, les chefs d'entreprise se sentent globalement mieux informés et ont désormais besoin d'un accompagnement et d'un suivi concret leur permettant de mettre en œuvre, au sein de leur organisation, les principes du développement durable.

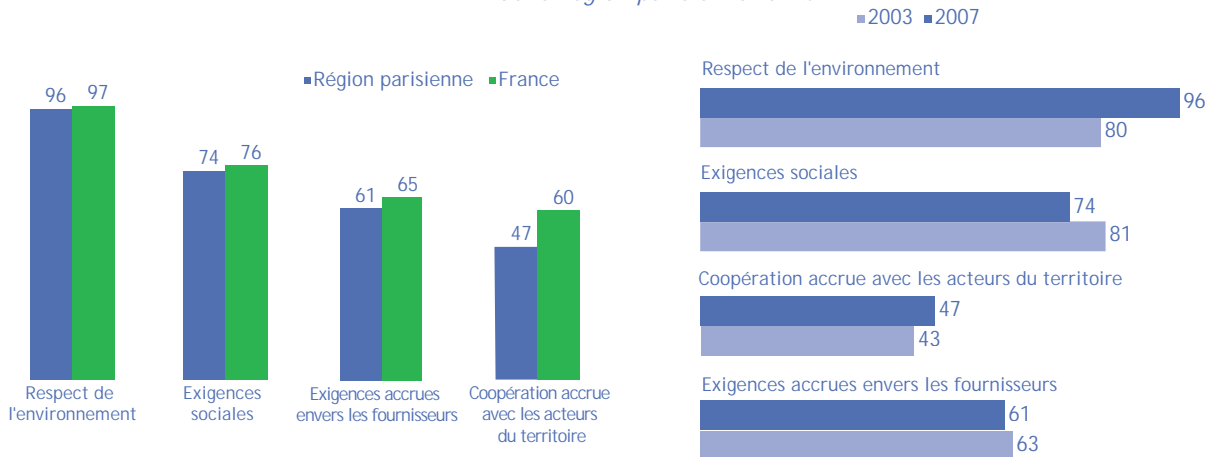
PME de la région parisienne - % de réponses positives



4. Le respect de l'environnement reste le principal moteur des politiques de développement durable au sein des entreprises.

Question posée aux chefs d'entreprise prenant en compte le développement durable : sous quelles formes ?

PME de la région parisienne en %



64 % des dirigeants de PME de la région parisienne déclarent prendre en compte le développement durable dans leur gestion. Quatre types d'applications étaient alors proposés : le respect de l'environnement (rationalisation de la consommation d'énergie ou recyclage des déchets par exemple) ; les exigences sociales accrues (amélioration des conditions de travail des collaborateurs, transparence de l'information, formation continue, mixité sociale, parité,...) ; la coopération accrue avec les acteurs du territoire sur lequel vous êtes implanté (associations, communes, départements, régions,...) ; des exigences en termes d'application du développement durable et de transparence de l'information envers vos fournisseurs.

La mesure la plus fréquemment citée est le respect de l'environnement, loin devant les autres propositions. En 2007, la quasi-totalité des chefs d'entreprise déclarant mettre en œuvre le développement durable ont une politique centrée sur l'environnement (96 % dans la région parisienne).

Le thème de la coopération accrue avec les autres acteurs du territoire est encore méconnu des entreprises puisque seuls 47 % des dirigeants avancent cet argument. Ce type de mesure correspond au pilier sociétal du développement durable et s'attache à améliorer l'impact local de l'entreprise par la prise en compte de l'entreprise comme acteur du développement régional : mesures de sécurité sur le

site afin de protéger les salariés comme les riverains, aménagement du site afin de l'intégrer dans le paysage local, politiques de réinsertion, mécénat,....

Concernant la mesure consistant à imposer aux fournisseurs des exigences particulières en termes de développement durable, si elle est citée par 60 % des dirigeants, elle reste toutefois difficile à mettre en œuvre, le choix d'un fournisseur étant encore largement dépendant du facteur coût. Des réflexions sont toutefois menées sur des politiques d'achats responsables, destinées à fournir aux entreprises une

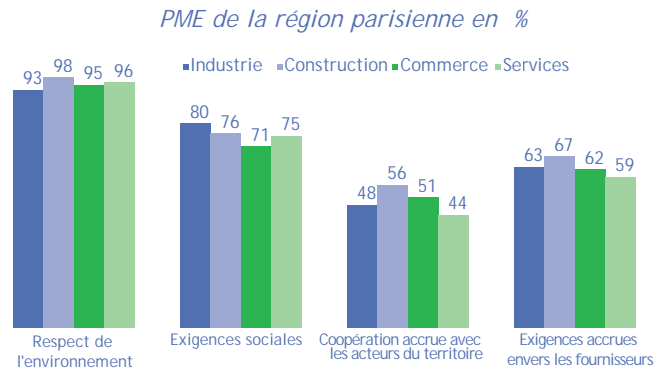
grille de fournisseurs respectueux de certaines contraintes environnementales et sociétales.

Enfin les exigences sociales semblent être une priorité pour une grande partie des responsables (74 % en région parisienne).

Les résultats sont globalement identiques sur la France entière, à l'exception du thème concernant la coopération avec les acteurs du territoire, mesure pour laquelle les entreprises françaises sont semble-t-il en avance.

Détail sectoriel : l'industrie accuse un retard pour la coopération territoriale

Il n'existe pas de différence majeure selon le secteur observé. Dans les entreprises industrielles, ce sont le respect de l'environnement et les exigences sociales qui sont en tête, alors que peu d'entreprises déclarent coopérer avec les acteurs présents sur le territoire. C'est pourtant dans ce secteur particulièrement que l'impact environnemental de l'activité peut être problématique. Il est ainsi important que l'entreprise s'intègre à son environnement, en prenant en compte les attentes des autres acteurs du territoire : entreprises voisines, riverains ou associations.



Cette enquête, menée auprès d'un échantillon représentatif des chefs d'entreprise de la région parisienne, témoigne en 2007 d'une nette progression de la connaissance comme de la prise en compte du développement durable dans les PME. Cette prise de conscience est toutefois récente et il reste de nombreux efforts à fournir. C'est le cas notamment dans les plus petites entreprises qui réclament à la fois une meilleure information, plus ciblée et correspondant à leur activité, et un accompagnement personnalisé pour une mise en œuvre concrète.

Le positionnement de la CCIP, désireuse de sensibiliser, d'informer et d'accompagner les chefs d'entreprise dans la mise en place d'une politique de développement durable, répond ainsi à un besoin clairement exprimé.

Aurélie TERLIER

Le baromètre du développement durable est réalisé depuis 2003.

Les résultats de ce baromètre sont issus de l'enquête d'opinion de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris sur la conjoncture qui est réalisée par téléphone 1 fois par an, à l'automne. Cette enquête, menée par l'Institut Médiamétrie, a été réalisée auprès d'un échantillon de :

- 3 900 dirigeants d'établissement de moins de 500 salariés dans les départements de Paris-petite couronne (Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) ;
- 1 456 dirigeants d'établissement de moins de 500 salariés dans les autres départements ;
- 200 dirigeants d'établissement de 500 salariés et plus.

Les publications du CROCIS :

- Les Tableaux de Bord Economiques
- Les Enjeux Ile-de-France
- Les Cahiers du CROCIS

www.crocis.ccip.fr

Responsable
Isabelle SAVELLI-THIAULT
isavelli@ccip.fr

Industrie - Statistiques
Vincent REDURON
vreduron@ccip.fr

Conjoncture - Europe-
Développement durable
Aurélie TERLIER
aterlier@ccip.fr

Commerce - Enquêtes
Frédérique PELLIER
fpellier@ccip.fr

Services
Bénédicte GUALBERT
bgualbert@ccip.fr

Administration - Secrétariat
Carole VIMEUX
cvimeux@ccip.fr

PAO - Multimédia
Nathalie CHAMPION
nchampion@ccip.fr

CROCIS
27 avenue de Friedland
75382 PARIS cedex 08
tél. : 33 (1) 55 65 82 00
fax : 33 (1) 55 65 82 62
e-mail : crocis@ccip.fr